

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Commune de Marseille

**Déclaration de projet emportant mise en
compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la
commune de Marseille**

ENQUETE PUBLIQUE

du 17 janvier 2017 au 17 février 2017

***Demande de l'Etablissement Public d'Aménagement
Euroméditerranée
d'un projet d'aménagement de 3 îlots au sein de la
ZAC Cimed à Marseille***

Arrêté Préfectoral en date du 22 novembre 2016

Rapport d'enquête publique

Commissaire enquêteur :
Serge COEN
Docteur d'Etat ès Sciences Physiques

Commissaire enquêteur suppléant :
Katherine CICONARDI

Rapport d'enquête remis à la Préfecture des Bouches du Rhône et au
Tribunal Administratif de Marseille le 10 mars 2017

Table des Matières

	Page
OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE	3
DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE	3
ETUDE DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE	5
PRINCIPALES CARACTERISTIQUES ET INTERET GENERAL DE L'OPERATION	7
MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	8
ELEMENTS JUSTIFIANT LA MODIFICATION DU PLU	8
COURRIER ADRESSE A HYDRATEC EN DATE DU 24/11/16	10
MEMOIRE EN REPONSE D'HYDRATEC EN DATE DU 23/12/16	14
AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE MEMOIRE EN REPONSE D'HYDRATEC	15
PROJET DE MODIFICATION DE L'EXUTOIRE DU RUISSEAU DES AYGALADES	16
COURRIER ADRESSE A L'EPAEM EN DATE DU 20/02/17	18
MEMOIRE EN REPONSE DE L'EPAEM, EN DATE DU 23/02/17	21
AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE MEMOIRE EN REPONSE DE L'EPAEM	22
ANNEXES	23
ANNONCES LEGALES	24
ARRETE D'ANNULATION D'ENQUETE DU 17/10/2016 AU 18/11/2016	27
ARRETE D'ENQUETE DU 17/01/2017 AU 17/02/2017	28
COPIE DES PAGES RENSEIGNEES DU REGISTRE	31

Objet de l'enquête publique

L'enquête publique concerne un projet d'aménagement de 3 îlots au sein de la ZAC Cimed à Marseille.

La lettre de demande a été adressée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) à la Préfecture des Bouches du Rhône en date du 10 juillet 2015.

La réalisation de ce projet de l'EPAEM dépend de la mise en conformité du PLU.

Déroulement de l'enquête publique

Par un premier Arrêté Préfectoral en date du 20 septembre 2016, l'enquête a été programmée du 17 octobre 2016 au 18 novembre 2016.

Durant la permanence du 17 octobre, j'ai été prévenu téléphoniquement par la Préfecture (Madame Muriel CONSOLE) de l'arrêt de l'enquête publique, au motif suivant :

« Vu la lettre en date du 17 octobre 2016 du directeur de l'EPAEM demandant l'annulation de l'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, au motif que l'EPAEM, responsable du projet, n'a pas procédé aux formalités d'affichage de l'avis d'enquête sur les lieux prévus pour la réalisation du projet telles qu'exigées par l'article R123-11-III du code de l'environnement ».

J'ai demandé des explications au Maître d'ouvrage M. Franck GEILING (EPAEM, Direction de l'Architecture, de l'Urbanisme et du Développement Durable – L'Astrolabe, 79 Bd de Dunkerque CS 70443 Marseille Cedex 02), qui m'a informé que la DDTM avait été chargée de faire procéder à l'affichage réglementaire, mais ne l'avait pas fait selon les règles.

Un Arrêté Préfectoral en date du 21 octobre 2016 (en annexe du présent rapport) notifie l'arrêt de l'enquête publique.

Après entretien avec la Préfecture (Mme Muriel CONSOLE), il a été convenu de reporter l'enquête avec les mêmes Commissaires enquêteurs.

Un Arrêté Préfectoral en date du 22 novembre 2016 (en annexe du présent rapport) précise les nouvelles dates et modalités de l'enquête.

L'enquête publique a été reprogrammée du 17 janvier 2017 au 17 février 2017 inclus.

Un registre est resté à la disposition du public du 17 janvier 2017 au 17 février 2017 inclus en Mairie de Marseille, Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'habitat, 40 rue Fauchier 13233 Marseille Cedex 20, siège de l'enquête, pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture des bureaux.

Je me suis tenu à la disposition du public selon le calendrier suivant :

Mardi 17 janvier	9h – 12h
Mercredi 25 janvier	13h30 – 16h30
Lundi 30 janvier	9h – 12h
Jeudi 9 février	13h30 – 16h30
Vendredi 17 février	13h30 – 16h30

Le public a été correctement informé sur l'enquête, son déroulement et les permanences de la Commission d'Enquête, par les affichages en Mairie et lieux annexes appropriés.

Au terme de l'enquête publique :

Sur le registre, (dont les copies des feuillets écrits sont en annexe du présent rapport), ne figure aucune observation du public.

De même, je n'ai reçu aucune visite du public durant mes permanences.

Par ailleurs, durant cette période, aucun courrier demandant des explications ou formulant des remarques n'a été adressé à la Mairie à mon intention.

Etude du dossier d'enquête publique

Constitution du dossier

Le dossier d'enquête publique produit par l'EPAEM comporte 55 pages.
Il comprend les rubriques suivantes :

- Résumé non technique
- Note de présentation portant sur l'objet de l'enquête, les informations juridiques et administratives
- L'intérêt général de l'opération
- La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme en vigueur à Marseille

En fin de dossier, 23 pages sont relatives à des annexes numérotées de I à VII.

Au dossier sont jointes deux planches B-47 concernant un PLU de la Métropole Aix-Marseille Provence ; la première avec les 2 mentions « MODIFICATION 1 » et « Révision : Approuvée le 28 juin 2013 »
la deuxième avec les 2 mentions « MISE EN COMPATIBILITE 2 » et « Révision : Approuvée le 28 juin 2013 »

Le dossier est correctement construit, mais fait toutefois référence à des études qui ne sont pas annexées au dossier.

Afin de compléter les informations nécessaires à la bonne compréhension du dossier, je suis entré en contact avec l'EPAEM, Maître d'ouvrage principal.

Le 28 septembre 2016, une réunion a eu lieu avec M. Franck GEILING (EPAEM).
Le Commissaire Enquêteur suppléant, Katherine CICONARDI était présent.
A la suite de cette rencontre, j'ai demandé à l'EPAEM la communication des documents complémentaires suivants :

La version électronique du dossier d'enquête

Le dossier de recalibrage au niveau de la rue d'Anthoine

L'avis de la DREAL, autorité environnementale, du 23 août 2010

Le rapport de l'enquête publique de 2010 sur le recalibrage au niveau de la rue d'Anthoine

L'étude hydrologique et hydraulique d'HYDRATEC (2013)

L'avis de la DREAL, autorité environnementale, (2013)

Le dossier de la DREAL sur le risque d'inondation (2014)

Le rapport explicatif du Service Prévention des Risques de la DREAL avec une cartographie des surfaces inondables et des risques concernant le ruisseau des Aygalades (2014)

Autres prises de contact :

Commune de Marseille :

Mme Isabelle DEMARLE, responsable PLU de la Commune de Marseille.
Deux demandes de contact (le 16 septembre, puis le 19 septembre) avec M. Domni RAUCHER, Maître d'ouvrage au titre de la Commune de Marseille, sont restées sans réponse de sa part et de son Service.

GPMM :

Mme Magali DEVEZE, Chef du Département Environnement – Aménagement du GPMM, le 14 décembre 2016.

EPAEM :

Dans le dossier d'enquête publique, il est fait mention de deux modifications du PLU, en dates du 3 juillet 2015, puis du 21 décembre 2015 (page3).

Une certaine ambiguïté apparaît ainsi dans les intitulés des 2 planches B-47, qui pourraient signifier que deux modifications successives des zonages ont été effectuées.

Afin de lever cette ambiguïté, j'ai rencontré le 30 janvier 2017 Madame Anita LEROUX, Directrice de projet à l'EPAEM, qui a participé à la séance du 30 juin 2016 de la DDTM consacrée à la « Déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Marseille », objet du présent dossier.

Madame LEROUX a précisé que :

L'intitulé « MODIFICATION 1 » de la première planche B-47 est erroné ; il s'agit en réalité du PLU antérieur à la modification du zonage proposée compte tenu des travaux de recalibrage.

La planche B-47 « MISE EN COMPATIBILITE 2 » correspond à la modification du PLU soumise à l'enquête publique.

Principales caractéristiques et intérêt général de l'opération

Remarque : les commentaires du Commissaire enquêteur, qui n'engagent que sa responsabilité, **sont en caractères italiques gras**.

Les constructions prévues s'inscrivent dans un plan de développement d'ensemble, sous la maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM.

La part du dossier consacrée au projet d'urbanisme comporte de nombreuses vues d'artiste.

Le dossier fait référence à la prise en compte des normes et préoccupations environnementales, tout en soulignant l'absence d'obligation de procéder à l'évaluation environnementale dans le cadre de la modification du Plan Local d'Urbanisme (p. 21).

Le caractère d'intérêt général de l'opération est justifié par les objectifs suivants :

- Valorisation de terrains en friche
- Attractivité de l'Université régionale des métiers
- Contribution à un objectif de mixité sociale et fonctionnelle
- Requalification en quartiers de ville de secteurs auparavant dédiés aux activités industrialo-portuaires.

Commentaires du Commissaire enquêteur :

L'intérêt général de l'opération est argumenté de façon objective, et le cahier des charges est correctement exposé.

La description des différents bâtiments à construire est satisfaisante ; leur insertion dans la zone est précise.

Il convient toutefois de relever un choix qui demande à être mieux argumenté : l'implantation du groupe scolaire sur l'îlot 1A, lequel comportait le risque d'inondabilité le plus significatif avant recalibrage.

Mise en compatibilité du PLU

Deux documents sont annexés au dossier :

1 Un arrêté préfectoral (n° CU-2016-93-13-01) du 31 mars 2016 mentionnant que : « *Considérant que, suite à des travaux d'aménagement réalisés en 2013 sur l'exutoire du ruisseau des Aygalades, le risque d'inondation dans la zone de projet a disparu* », et arrêtant que :

« Article 1 -Eligibilité à l'évaluation environnementale »

« Le projet déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme situé sur le territoire de Marseille (13), n'est pas soumis à évaluation environnementale ».

2 Le procès-verbal d'une réunion (30 juin 2016) d'examen conjoint des personnes publiques associées concernant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Marseille, stipulant que « *Ainsi, afin de pouvoir permettre la réalisation du programme, il est proposé de prendre en compte la nouvelle étude Hydraulique de 2013 (prise en compte d'ouvrage d'amélioration de l'écoulement des eaux de pluie) qui exclut notamment de la zone inondable les îlots 1A 1B et 1C* ».

A la lecture de ces documents, il apparaît que la mise en compatibilité du PLU est liée aux travaux de recalibrage du ruisseau des Aygalades.

Analyse des éléments justifiant la modification du PLU

Remarque : quelques paragraphes correspondant à l'analyse du dossier sont extraits de documents en annexe ; *ils sont en italique simple*.

Dans le cadre de l'enquête publique préalable aux travaux de recalibrage du ruisseau des Aygalades entre le boulevard de Briançon et la Darse 64, une étude d'impact a été réalisée en 2010.

L'avis de l'Autorité Environnementale, en date du 23 août 2010, précise que « *La réalisation de l'ouvrage apportera en outre un bénéfice en terme de réduction du risque inondation* ».

Ces travaux ont donné lieu à une enquête publique (Arrêté préfectoral n° 44-2010 EA du 4 octobre 2010).

Dans son rapport relatif au recalibrage, le Commissaire Enquêteur (Roger Deschaux) relève:

« Compte tenu que la réalisation des travaux projetés réduira notablement les risques d'inondation en améliorant ainsi la sécurité des biens et des personnes et permettant un renouvellement urbain de ce quartier, le projet présenté ne peut qu'appeler un avis favorable ».

Commentaires du Commissaire enquêteur :

L'importance des travaux et de leurs incidences sur l'environnement justifiaient cette démarche, conformément à la législation alors en vigueur (articles L122-1 et R122-1-1 du code de l'environnement).

Dans le cadre du projet de ZAC « Littorale », l'avis de l'Autorité Environnementale a été sollicité le 8 janvier 2013 par l'EPAEM.

L'avis émis le 23 août 2013 par l'Autorité Environnementale fait référence à l'étude d'impact.

Concernant la collecte des eaux pluviales et le risque d'inondation, il est conclu d'une façon générale que *« les structures de rétention prévues sur le périmètre de la ZAC et hors ZAC Littorale permettront d'écarter les débits et de limiter le risque d'inondation »*.

Concernant plus précisément le risque d'inondation, le recalibrage du ruisseau des Aygalades au niveau de la rue d'Anthoine est mentionné comme un facteur de *« diminution du risque d'inondation pour des occurrences de pluie courante »*.

Commentaires du Commissaire enquêteur :

Cet avis souligne l'utilité d'études plus détaillées concernant divers aspects du projet, parmi lesquels le corridor écologique du ruisseau des Aygalades, l'imperméabilisation des sols et le risque d'inondation.

L'absence de modélisation hydraulique de l'impact des divers aménagements envisagés est signalée dans le rapport de l'Autorité Environnementale, qui recommande sa réalisation.

Concernant le rapport explicatif du Service Prévention des Risques de la DREAL (juin 2014)

Il contient une cartographie des surfaces inondables et des risques.

Page 21, dans le paragraphe « Modélisation hydraulique », il est écrit :

« Le modèle hydraulique 1D/2D construit par HYDRATEC pour caractériser l'état de l'inondation de la crue centennale actuelle est développé sous le logiciel HYDRARIV, en considérant les hypothèses suivantes ... // ...Le débit unitaire qui peut déborder vers les Aygalades par les déversoirs d'orage est supposé nul, et

les zones inondées engendrées par le ruissellement urbain sur le réseau unitaire n'est pas cartographié ».

Page 26 : dans le paragraphe « 3.2 Carte de synthèse des surfaces inondables », il est écrit :

« Remarques : La modélisation d'un cours d'eau pour les trois types d'évènements n'a pas toujours été la même. Par conséquent, pour certains cours d'eau, les cartes de synthèse peuvent faire apparaître des incohérences entre deux types d'évènements. Elles sont donc à considérer avec précaution ...// ... lors de la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion des risques inondation, l'axe relatif à l'amélioration de la connaissance sera l'occasion d'analyser ces incohérences pour éventuellement ensuite délimiter plus précisément certains secteurs à enjeux ».

Commentaires du Commissaire enquêteur :

Les hypothèses de travail et de calcul appliquées par HYDRATEC peuvent constituer un facteur sous-évaluant le risque d'inondation.

En fonction de ces diverses interrogations, j'ai demandé des éclaircissements à HYDRATEC-Vitrolles, par le courriel suivant en date du 24 novembre 2016.

Serge COEN
Commissaire Enquêteur

Page 1/3

à

HYDRATEC
5 chemin des Gorges de Cabriès
13127 Vitrolles
hydratec.vitrolles@hydra.setec.fr

A l'attention de Monsieur Olivier VENTO
Directeur de l'Agence de Vitrolles

Marseille, le 24 novembre 2016

Objet

ENQUETE PUBLIQUE - Déclaration de projet
emportant mise en compatibilité du Plan Local
d'Urbanisme de la Commune de Marseille

Monsieur,

Un projet d'aménagement de 3 îlots au sein de la ZAC Cimed à Marseille est porté par EUROMEDITERRANEE. La réalisation de ce projet dépend de la mise en conformité du PLU, et l'enquête publique m'a été confiée.

L'arrêté préfectoral du 22 novembre 2016 contient les informations suivantes :

1 « Vu la demande de l'EPAEM du 10 juillet 2015, de déclaration d'un projet d'une superficie d'environ 12.300 m² situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté « Cité de la Méditerranée », le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc, consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire, et une « université régionale des métiers », et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille ».

2 « l'enquête devra porter sur l'intérêt général de l'opération et la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence »

C'est la question de la modification du PLU qui fait l'objet du présent courriel.

Dans le cadre de ce projet, l'avis de l'Autorité Environnementale avait été sollicité le 8 janvier 2013 par EUROMEDITERRANEE.

L'importance des travaux et leurs incidences sur l'environnement justifiaient cette démarche, conformément à la législation alors en vigueur (articles L122-1 et R122-1-1 du code de l'environnement).

La demande de mise en conformité du PLU est justifiée par le fait que la zone concernée, précédemment inconstructible car classée « zone inondable », ne le serait plus, notamment en raison de travaux de recalibrage effectués au niveau de la rue d'Anthoine.

La nouvelle délimitation des zones inondables faisant référence aux études menées par HYDRATEC, je souhaite obtenir de votre part des éclaircissements sur quelques points. Ce sont en effet vos conclusions qui ont permis de construire de nouvelles projections de l'aléa lié au risque d'inondation dans le bassin versant du ruisseau des Aygalades.

Page 2/3

Un avis a été émis le 23 août 2013 par l'Autorité Environnementale, faisant référence à l'étude d'impact.

Il souligne l'utilité d'études plus détaillées concernant divers aspects du projet, parmi lesquels le corridor écologique du ruisseau des Aygalades, l'imperméabilisation des sols et le risque d'inondation.

Concernant la collecte des eaux pluviales et le risque d'inondation, il est conclu d'une façon générale que « les structures de rétention prévues sur le périmètre de la ZAC et hors ZAC Littorale permettront d'écarter les débits et de limiter le risque d'inondation ».

Concernant plus précisément le risque d'inondation, le recalibrage du ruisseau des Aygalades au niveau de la rue d'Anthoine est mentionné comme un facteur de « diminution du risque d'inondation pour des occurrences de pluie courante ».

Toutefois, il est à souligner que l'absence de modélisation hydraulique de l'impact des divers aménagements envisagés est regrettée dans le rapport, l'Autorité Environnementale recommandant sa réalisation.

Le rapport explicatif du Service Prévention des Risques de la DREAL (juin 2014) fournit une cartographie des surfaces inondables et des risques. Dans ce rapport, il est noté :

Page 21 : dans le paragraphe « Modélisation hydraulique » :

« Le modèle hydraulique 1D/2D construit par HYDRATEC pour caractériser l'état de l'inondation de la crue centennale actuelle est développé sous le logiciel HYDRARIV, en considérant les hypothèses suivantes » ... // ... « Le débit unitaire qui peut déborder vers les Aygalades par les déversoirs d'orage est supposé nul, et les zones inondées engendrées par le ruissellement urbain sur le réseau unitaire n'est pas cartographié ».

Ces remarques concernant vos hypothèses de travail et de calcul pouvant faire craindre une sous-évaluation du risque d'inondation, je vous serais reconnaissant de mieux justifier vos choix.

Page 26 : dans le paragraphe « 3.2 Carte de synthèse des surfaces inondables », il est écrit :

« Remarques : La modélisation d'un cours d'eau pour les trois types d'évènements n'a pas toujours été la même. Par conséquent, pour certains cours d'eau, les cartes de synthèse peuvent faire apparaître des incohérences entre deux types d'évènements. Elles sont donc à considérer avec précaution » ...// ... « lors de la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion des risques inondation, l'axe relatif à l'amélioration de la connaissance sera l'occasion d'analyser ces incohérences pour éventuellement ensuite délimiter plus précisément certains secteurs à enjeux ».

Il est ici souligné que le manque de cohérence de certaines cartes de synthèse pourrait influencer sur la délimitation des secteurs inondables concernés.

Pouvez-vous lever toute ambiguïté pour la zone concernée par la présente enquête?

Enfin, dans le Rapport explicatif (juin 2014)
De la Directive Inondations Bassin Rhône-Méditerranée
Territoire à Risque Important d'inondation (TRI)

de MARSEILLE – AUBAGNE **Cartographie des surfaces inondables et des risques,**

il est fait référence à l'évaluation d'un événement extrême :

« La cartographie de cet événement a été réalisée à partir :

– des résultats de l'outil CARTINO sur la partie amont des Aygalades (de la limite du TRI jusqu'à la plate-forme de la gare du Canet = limite de l'étude Hydratec)

Page 3/3

– à partir de la plate-forme de la gare du Canet : de la combinaison maximaliste entre le modèle Cartino 1D et les résultats de l'étude HYDRATEC pour l'événement de type moyen.

Au-delà des incertitudes générales de l'outil CARTINO, ce modèle ne prend pas en compte les capacités des ouvrages enterrés sur les Aygalades ainsi que les effets des bassins de rétention ».

La superposition sur une même carte de résultats d'études menées à partir de modèles différents est-elle pleinement cohérente ?

En l'attente des éléments de réponse que vous voudrez bien apporter à ces interrogations,



Cordialement,

Serge COEN

coen.serge@gmail.com

0662 821 352

Après une relance téléphonique le 12 décembre 2016, j'ai reçu en réponse un mémoire électronique daté du 23 décembre 2016, qui apporte des éclaircissements.



setec
hydratec

Monsieur Serge COEN
Commissaire Enquêteur

Réf : KN/BLN 2016-133
PLU Marseille

Vitrolles, le 23/12/2016

Suivi par Olivier VENTO
olivier.vento@hydra.setec.fr
Tél. 04.86.15.62.50
Fax 04.86.15.62.48

Objet : Enquête publique

Monsieur,

En réponse à votre courrier du 24 novembre 2016 nous pouvons vous adresser les quelques compléments ci-dessous :

- Page 21 du rapport explicatif : les hypothèses de modélisation du réseau unitaire ont été déterminées en concertation avec la DDTM13 et actée par la maitre d'ouvrage. L'objectif était de déterminer la carte de l'aléa débordement des Aygalades et non l'aléa engendré par le ruissellement sur les voiries par le débordement des réseaux unitaires. Les surfaces de bassins versants imperméabilisés correspondant au réseau unitaire sont toutefois prises en compte sous forme d'apports hydrologiques au ruisseau des Aygalades pendant la crue.
- Page 26 du rapport explicatif : le choix des modèles utilisés pour chaque évènement cartographié n'a pas été déterminé par Setec Hydratec. Se rapprocher de la DREAL / DDTM13 pour connaître les limites de chaque modèle. Le modèle 1D/2D mis en œuvre sous HYDRARIV par Setec Hydratec pour la cartographie des zones inondables des Aygalades en crue centennale couvre bien le périmètre du projet cité en objet et prend bien en compte le ruisseau des Aygalades recalibré sur sa partie aval.
- Superposition des résultats d'études menées à partir de modèles différents : Setec Hydratec ne maîtrise pas le logiciel CARTINO et n'a pas déterminé l'emprise des différentes modélisations. Nous ne pouvons juger de la cohérence de la superposition. Se rapprocher de la DREAL / DDTM13 pour connaître les limites de chaque modèle. Dans le cadre de notre mission nous avons modélisé et caractérisé l'aléa uniquement pour la crue centennale, notre analyse hydrologique ne prenait pas en considération une crue de faible occurrence.

setec hydratec - groupe setec
5 chemin des Gorges de Cabriès
13 127 Vitrolles

Tél +33 4 86 15 62 47
Fax +33 4 85 15 62 48
vitrolles@hydra.setec.fr

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52, quai de la Rapée 75 583 Paris Cedex 12 - SAS au capital de 152 760 € - RCS Paris 301 392 569 - n° TVA FR76301392569



page 1/2

Sachez enfin qu'AREA PACA avait lancé en décembre 2014 une mission d'assistance technique pour la prise en compte de la loi sur l'eau et pour la réalisation d'une étude d'inondabilité pour la construction de l'université régionale des métiers (URM) à Marseille, cette étude comportant un volet inondation elle pourrait vous apporter des réponses complémentaires à vos interrogations.

De plus dans le cadre de notre mission, les débits modélisés correspondent à la crue de la référence pour l'élaboration des cartes d'aléas nos analyses hydrologique ne prennent pas en considération une crue de faible probabilité.

Nous vous prions de bien vouloir recevoir, Monsieur COEN, nos meilleures salutations.

Olivier VENTO
Responsable d'Agence



L'analyse de ce mémoire appelle les considérations suivantes :

Les questions posées ont été traitées

Les réponses fournies par l'agence HYDRATEC de Vitrolles sont globalement satisfaisantes ; elles sont cohérentes avec la modélisation et les méthodes de calcul suivies en accord avec la DDTM13.

Les résultats de l'étude valident la modification du PLU au niveau de la rue d'Anthoine.

On peut toutefois regretter que les réponses d'HYDRATEC ne permettent pas de répondre complètement aux réserves formulées dans le rapport explicatif du Service Prévention des Risques de la DREAL, et dans le rapport explicatif (juin 2014) de la Directive Inondations Bassin Rhône-Méditerranée.

Projet de modification de l'exutoire du ruisseau des Aygalades

Dans un dossier (ville de Marseille et MPM) d'enquête préalable aux travaux de recalibrage des Aygalades (Version n°5 – Février 2010), au paragraphe 5.4.3.4 sur les effets sur les activités économiques, page 181, il est mentionné que le Grand Port Maritime de Marseille envisage de combler une partie de la Darse 64 pour réaliser un quai. Ce projet nécessiterait de prolonger la couverture du ruisseau des Aygalades d'environ 170 m dans les emprises du GPMM.

Une étude de faisabilité a été réalisée afin de vérifier que le projet de recalibrage de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Ville de Marseille est compatible avec un prolongement du ruisseau dans la Darse, selon 2 scénarii :

Prolongement dans la darse avec une pente uniforme sans chute.

Prolongement dans la darse avec approfondissement (chute).

L'étude de faisabilité visait à respecter les conditions de débit (130 m³/s) et de niveau (cote maximale de 4.56 NGF à l'entrée de la couverture – nœud AYG-L) retenues pour le recalibrage du ruisseau des Aygalades.

Les conclusions de cette étude de faisabilité concernent notamment les dimensions des ouvrages sur les 170 m de prolongement dans la Darse du GPMM.

Les recommandations relatives à ces dimensions sont les suivantes :

→ Dans le cas d'un prolongement dans la darse avec une pente uniforme sans chute :	
2 cadres de 12 m de large et 3.50 m de haut avec une pente minimale de 0.005 m/m	
ou	2 cadres de 11 m de large et 4.00 m de haut avec une pente minimale de 0.010 m/m
et	1 cadre de 3.00 m de large par 2.70 m de haut (déversoir du collecteur 5) avec une pente minimale de 0.005 m/m
Soit une largeur hydraulique totale de 25 à 27 m.	
→ Dans le cas d'un prolongement dans la darse avec approfondissement (chute) :	
2 cadres de 9 m de large et 5 m de haut à un fil d'eau de -4.30 NGF	
ou	2 cadres de 8 m de large et 6 m de haut à un fil d'eau de -5.30 NGF

et	1 cadre de 3.00 m de large par 2.70 m de haut (déversoir du collecteur 5) avec une pente minimale de 0.005 m/m
soit une largeur hydraulique totale de 19 à 21 m.	

Commentaires du Commissaire enquêteur :

Cette étude de faisabilité définit un cahier des charges pour que le prolongement de l'exutoire du ruisseau des Aygalades n'ait pas de répercussions sur l'écoulement des eaux dans le proche amont, zone où se situe la rue d'Anthoine, ainsi que le montre la carte ci-après :



Afin d'obtenir des précisions sur la position du GPMM, j'ai questionné le 15 décembre 2016 Madame Magali DEVEZE, Chef du Département Environnement – Aménagement du GPMM.

Il m'a été confirmé que l'exutoire des Aygalades est actuellement non modifié. Le projet concernant la Darse 64 étant lié à l'accueil de plus gros navires, et la SNCM ayant baissé d'activité, Madame DEVEZE a précisé que ce projet n'est pas d'actualité.

Commentaires du Commissaire enquêteur :

Dans l'éventualité de la réalisation par le GPMM du projet concernant la Darse 64, tel que décrit ci-dessus, le Commissaire enquêteur recommande au Maître d'ouvrage de l'EPAEM de veiller à ce que les conclusions de l'étude de faisabilité soient respectées.

Après la fin de l'enquête publique, j'ai adressé à cet effet un courrier et sa version électronique au Maître d'ouvrage.

1 / 2

Serge COEN
Commissaire Enquêteur

Adresse personnelle :
Prado Parc 8, 411 avenue du Prado
13008 Marseille
06 62 82 13 52
coen.serge@gmail.com

A Monsieur Franck GEILING

Direction de l'Architecture, de
l'Urbanisme et du développement
Durable - EPAEM
L'Astrolabe, 79 Bd de Dunkerque
CS 70443 13235
Marseille Cedex 02Marseille

Objet :
Enquête publique PLU du 17-01-2017
au 17-02-2017 inclus

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Marseille
Décision du TA n° E16000089/13 Enquête publique du 17/01/2017 au 17/02/2017

Marseille le 20 février 2017

Monsieur Franck Geiling,

Aux termes d'un courrier adressé le 10 juillet 2015 par l'EPAEM à la Préfecture des Bouches du Rhône, un projet d'aménagement de 3 îlots au sein de la ZAC Cimed à Marseille a été soumis à enquête publique.

Celle-ci s'est déroulée du 17 janvier 2017 au 17 février 2017 inclus en Mairie de Marseille, Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier (13002).

Aucune observation du public n'a été consignée sur le registre déposé en Mairie, pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture des bureaux.

Je n'ai reçu aucune visite du public durant mes permanences.

Durant cette période, aucun courrier demandant des explications ou formulant des remarques n'a été adressé à la Mairie à mon intention.

Pour ma part, après étude du dossier d'enquête, je souhaite obtenir des précisions sur deux points :

1 L'implantation du groupe scolaire est prévu sur l'îlot 1A, c'est-à-dire sur celui qui présente le risque d'inondabilité le plus significatif avant recalibrage.

Question : cette implantation a-t-elle été retenue pour des raisons techniques, ou pour d'autres considérations ?

2 Vous m'avez communiqué un dossier d'étude du recalibrage des Aygalades (fichier pdf MM195405_DUP_Def_b par wetransfer-bb4343)

Dans ce dossier de la ville et de MPM d'enquête préalable aux travaux (Version n°5 – Février 2010), au paragraphe 5.4.3.4 sur les effets sur les activités économiques, page 181, il est mentionné que :

2 / 2

« Toutefois, le Grand Port Maritime de Marseille envisage de combler une partie de la Darse 64 pour réaliser un quai. Ce projet nécessiterait de prolonger la couverture du ruisseau des Aygalades d'environ 170 m dans les emprises du GPMM.

Une étude de faisabilité a été réalisée afin de vérifier que le projet de recalibrage de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Ville de Marseille est compatible avec un prolongement du ruisseau dans la darse.

Cette étude conclut que, pour un débit de projet de 130 m³/s, le prolongement de l'ouvrage des Aygalades de 170 m dans la darse 64 du GPMM avec les dimensions telles que définies au projet de la DEA conduit à un exhaussement important (jusqu'à 74 cm) de la ligne d'eau par rapport au projet.

Dans ces conditions, la capacité de l'ouvrage recalibré n'est pas suffisante pour le débit de projet de 130 m³/s.

Pour respecter les conditions de débit (130 m³/s) et de niveau (cote maximale de 4.56 NGF à l'entrée de la couverture – noeud AYG-L) retenues pour le recalibrage du ruisseau des Aygalades, les dimensions des ouvrages³⁷ sur les 170 m de prolongement dans la darse du GPMM devraient être les suivantes // »

L'étude de faisabilité visait à respecter les conditions de débit (130 m³/s) et de niveau (cote maximale de 4.56 NGF à l'entrée de la couverture – noeud AYG-L) retenues pour le recalibrage du ruisseau des Aygalades.

Les conclusions de cette étude de faisabilité concernent notamment les dimensions des ouvrages sur les 170 m de prolongement dans la Darse 64 du GPMM. Elles définissent un cahier des charges pour que le prolongement de l'exutoire du ruisseau des Aygalades n'ait pas de répercussions sur l'écoulement des eaux en amont, **zone où se situe la rue d'Anthoine**.

Afin de connaître la position du GPMM, j'ai questionné le 15 décembre 2016 Madame Magali DEVEZE, Chef du Département Environnement – Aménagement du GPMM.

Il m'a été confirmé que l'exutoire des Aygalades est actuellement non modifié. Le projet concernant la Darse 64 étant lié à l'accueil de plus gros navires, et la SNCM ayant baissé d'activité, Madame DEVEZE a précisé que ce projet n'est pas d'actualité.

Question : si toutefois la prolongation de l'exutoire du ruisseau des Aygalades était décidée par le GPMM, je souhaite savoir si l'EPAEM entend être consulté lors de sa réalisation.

Au terme de l'enquête publique, vous disposez légalement de 12 jours pour répondre à l'ensemble des questions posées. Vous pourrez m'adresser vos réponses par courrier électronique.

Avec l'expression de mes sentiments cordiaux.

Serge COEN
Commissaire Enquêteur



Un Mémoire en Réponse d'EUROMEDITERRANEE a été transmis par voie électronique à ce courrier, en date du 24 février 2017. Il a également été communiqué par voie postale.



Marseille, le 23/02/2017

Monsieur Serge COHEN
Commissaire enquêteur
Prado Parc 8
411 Avenue du Prado
13 008 MARSEILLE

N/Réf. : DA/ALE/Mfa 17.005
OBJET : DP pour mise en compatibilité du PLU
Enquête publique du 17/01/17 au 17/02/17 inclus

Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir tenu informés du bon déroulé de l'enquête qui s'est tenue du 17 janvier au 17 février inclus. Ci-dessous, je vous prie de bien vouloir trouver les précisions que vous souhaitez avoir sur les deux points suivants :

1/ l'implantation du groupe scolaire est prévu sur l'îlot 1A, c'est-à-dire sur celui qui présente le risque d'inondabilité le plus significatif avant recalibrage. Cette implantation a-t-elle été retenue pour des raisons techniques, ou pour d'autres considérations ?

Le choix d'implantation d'un groupe scolaire sur l'îlot 1A s'est fait pour des raisons stratégiques, avec l'objectif premier d'implanter un équipement scolaire important (20 classes) sur un terrain suffisamment grand (4 à 5 000 m² de terrain nécessaire pour un tel équipement) et de le positionner à proximité, et à l'articulation de différents programmes de construction d'envergure (comme Le Parc Habité d'Arcenc, 2000 logements et les Docks Libres, 1 200 logements). Cette localisation sur l'îlot 1A, du groupe scolaire Ruffi, permettra de répondre aux besoins en scolarisation des futurs ménages qui viendront s'installer dans ces programmes neufs, à horizon 2020. Je précise que le recalibrage de l'ouvrage sous la rue d'Anthoine réalisé en 2012 et 2013, a permis de lever le risque d'inondation et de réduire de manière significative la zone inondable du secteur, soustrayant ainsi les îlots 1A, 1B et 1C au risque d'inondation depuis maintenant 3 ans.

2/ Si la prolongation de l'exutoire du ruisseau des Aygalades était décidée par le GPMM, je souhaite savoir si l'EPAEM entend être consulté lors de sa réalisation ?

Oui, Euroméditerranée souhaitera être associé, dès les premières études de conception du prolongement de l'exutoire du ruisseau des Aygalades afin d'évaluer au plus tôt, l'impact d'un tel ouvrage sur l'écoulement des eaux en amont.

Espérant avoir répondu à vos interrogations, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Franck GEILING

Directeur de l'architecture, de l'urbanisme et
du développement durable

L'analyse du Mémoire en réponse de l'EPAEM appelle les considérations suivantes :

Les deux questions posées ont été traitées.

Commentaires du Commissaire enquêteur sur les réponses de L'EPAEM :

Affectation de l'îlot 1A


Les réponses fournies par l'EPAEM sont satisfaisantes : la logique de l'implantation du groupe scolaire est argumentée de façon sérieuse, et la disparition du risque d'inondabilité de l'îlot 1A est étayée, sur la base du dossier technique.

Darse 64

Concernant l'éventualité de la prolongation de l'exutoire des Aygalades au niveau de la Darse 64 du GPMM, le Commissaire enquêteur prend acte de la volonté de l'EPAEM de suivre sa bonne réalisation.

Fait à Marseille, le 7 mars 2017

Le Commissaire enquêteur :

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Serge COEN

ANNEXES

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE COMMUNE DE MARSEILLE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 22 novembre 2016, il sera procédé à une enquête publique sur la demande de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM) de déclaration d'un projet, d'une superficie d'environ 12.300 m², situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté 'Cité de la Méditerranée', le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arené, consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire et une 'université régionale des métiers', et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille.

L'enquête publique sera ouverte du 17 janvier au 17 février 2017 inclus, en mairie de Marseille, siège de l'enquête.

Sont désignés pour conduire cette enquête, M. Serge COEN, Docteur physique chimie, commissaire enquêteur titulaire, et Mme Katheryne CICCONARDI, Expert aménagement territoire et immobilier, commissaire enquêteur suppléant. Le commissaire enquêteur suppléant remplace le titulaire en cas d'empêchement de ce dernier et exerce ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront tenus à la disposition du public, en mairie de Marseille, Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier - 13233 Marseille Cedex 20, du 17 janvier au vendredi 17 février 2017 inclus, pendant les jours ouvrables et durant les horaires habituels d'ouverture des bureaux de la mairie, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre d'enquête. Les observations, propositions et contre-propositions et toute correspondance relative à l'enquête pourront également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur, en mairie.

Les observations écrites et orales seront également reçues par le commissaire enquêteur, M. Serge COEN - et en cas d'empêchement de ce dernier, par Mme Katheryne CICCONARDI, suppléante - qui se tiendra à la disposition du public à l'adresse susvisée, aux jours et heures suivants :

- le mardi 17 janvier 2017	de 9h00 à 12h00
- le mercredi 25 janvier 2017	de 13h30 à 16h30
- le lundi 30 janvier 2017	de 9h00 à 12h00
- le jeudi 09 février 2017	de 13h30 à 16h30
- le vendredi 17 février 2017	de 13h30 à 16h30

A l'issue de l'enquête, le Préfet est l'autorité compétente pour adopter la déclaration de projet, laquelle emporte approbation des nouvelles dispositions du document d'urbanisme qui nécessite une mise en compatibilité.

La personne responsable du projet est l'EPAEM - Direction de l'Architecture, de l'Urbanisme et du Développement Durable - L'Astrolabe, 79 Bd de Dunkerque CS 70443 - 13235 Marseille Cedex 02 (Contact : M. Franck GEILING Tél.: 04 91 14 45 00).

Fait à Marseille, le 08 décembre 2016

Pour le Préfet

**Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Patrick PAYAN**

104062

ANNONCES LEGALES

714744

REPUBLIQUE FRANCAISE PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE, DE LA CONCERTATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION ENVIRONNEMENT ET ENQUÊTES PUBLIQUES

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Commune de MARSEILLE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 22 novembre 2016, il sera procédé à une enquête publique sur la demande de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM) de déclaration d'un projet, d'une superficie d'environ 12.300 m², situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté 'Cité de la Méditerranée', le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arené, consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire et une 'université régionale des métiers', et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille, .

L'enquête publique sera ouverte du 17 janvier au 17 février 2017 inclus, en mairie de Marseille, siège de l'enquête.

Sont désignés pour conduire cette enquête, M. Serge COEN, Docteur physique chimie, commissaire enquêteur titulaire, et Mme Katheryne CICONARDI, Expert aménagement territoire et immobilier, commissaire enquêteur suppléant. Le commissaire enquêteur suppléant remplace le titulaire en cas d'empêchement de ce dernier et exerce ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront tenus à la disposition du public, en mairie de Marseille, Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier - 13233 Marseille Cedex 20, du 17 janvier au vendredi 17 février 2017 inclus, pendant les jours ouvrables et durant les horaires habituels d'ouverture des bureaux de la mairie, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre d'enquête. Les observations, propositions et contre-propositions et toute correspondance relative à l'enquête pourront également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur, en mairie.

Les observations écrites et orales seront également reçues par le commissaire enquêteur, M. Serge COEN - et en cas d'empêchement de ce dernier, par Mme Katheryne CICONARDI, suppléante - qui se tiendra à la disposition du public à l'adresse susvisée, aux jours et heures suivants :

- le mardi 17 janvier 2017 de 9h00 à 12h00
- le mercredi 25 janvier 2017 de 13h30 à 16h30
- le lundi 30 janvier 2017 de 9h00 à 12h00
- le jeudi 09 février 2017 de 13h30 à 16h30
- le vendredi 17 février 2017 de 13h30 à 16h30

A l'issue de l'enquête, le Préfet est l'autorité compétente pour adopter la déclaration de projet, laquelle emporte approbation des nouvelles dispositions du document d'urbanisme qui nécessite une mise en compatibilité.

La personne responsable du projet est l'EPAEM - Direction de l'Architecture, de l'Urbanisme et du Développement Durable - L'Astrolabe, 79 Bd de Dunkerque CS 70443 - 13295 Marseille Cedex 02 (Contact : M. Franck GEILING Tel : 04 91 14 45 00).

Fait à Marseille, le 08 décembre 2016

Pour le Préfet

Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Patrick PAYAN

Annulation de l'enquête publique du 17/10/2016 au 18/11/2016



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Direction des Collectivités Locales et
de l'Utilité Publique
Bureau de l'Utilité Publique, de la
Concertation et de l'Environnement

Marseille, le

ARRETE

prescrivant l'annulation de l'ouverture d'une enquête publique sur une demande
de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée
de déclaration d'un projet situé dans le périmètre Euroméditerranée
et dans la zone d'aménagement concerté
"Cité de la Méditerranée" à Marseille quartier d'Arenc
et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code de l'environnement, Chapitre III Livre II

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur une demande de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée de déclaration d'un projet d'une superficie d'environ 12.300 m² situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté "Cité de la Méditerranée", le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc, consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire, et une "université régionale des métiers", et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille

VU la lettre en date du 17 octobre 2016 du directeur d'Euroméditerranée demandant l'annulation de l'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, au motif qu'Euroméditerranée, responsable du projet, n'a pas procédé aux formalités d'affichage de l'avis d'enquête sur les lieux prévus pour la réalisation du projet telles qu'exigées par l'article R123-11-III du code de l'environnement

Considérant que cette carence de publicité de l'enquête publique n'a pas permis une bonne information préalable de l'ensemble des personnes intéressées par l'opération en vertu des textes susvisés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône

ARRETE

Article 1

L'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 sur la demande de établissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM) de déclaration d'un projet, d'une superficie d'environ 12.300 m² et situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté "Cité de la Méditerranée" à Marseille quartier d'Arenc, est annulée.

Article 2

Les formalités de publications de l'enquête, ainsi que les travaux et permanences du commissaire enquêteur, qui ont été accomplis avant l'exécution du présent arrêté, sont à la charge du responsable de l'opération.

Préfecture des Bouches-du-Rhône, Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 - Téléphone : 04.84.35.40.00 -
Télécopie : 04.84.35.48.55 - Site Internet www.bouches-du-rhone.gouv.fr

ARTICLE 3

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Maire de la commune de Marseille, le directeur de l'EPAEM, le commissaire enquêteur et son suppléant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au président du Tribunal Administratif de Marseille et au directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 31 OCT. 2016

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

David COSTE

Arrêté d'enquête publique du 17/01/2017 au 17/02/2017



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Direction des Collectivités Locales et de
l'Utilité Publique
Bureau de l'Utilité Publique, de la
Concertation et de l'Environnement

Marseille, le

ARRETE

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur une demande
de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée
de déclaration d'un projet d'une superficie d'environ 12.300 m2
situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté
"Cité de la Méditerranée", le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc,
consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire,
et une "université régionale des métiers",
et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L123-14-2 et R123-23-4
VU le code de l'environnement, Chapitre III Livre II
VU le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Marseille
Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM) en date du 30 mars 2015
Vu la demande de l'EPAEM en date du 10 juillet 2015, de déclaration d'un projet d'une superficie d'environ 12.300 m2 situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté "Cité de la Méditerranée", le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc, consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire, et une "université régionale des métiers", et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille
VU l'avis du 31 mars 2016 de l'autorité environnementale joint au dossier d'enquête
Vu le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration de projet, et les pièces qui le constituent telles qu'exigées à l'article R123-8 du code de l'environnement
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint de la mise en compatibilité du PLU de la commune de Marseille, en date du 30 juin 2016, joint au dossier d'enquête
Vu la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours
Vu l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches du Rhône pour l'année en cours
VU la décision n° E16000089/13 du 2 août 2016 du président du tribunal administratif de Marseille
VU l'arrêté du 20 septembre 2016 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du code de l'environnement, du 17 octobre au 18 novembre 2016 inclus,

.../...

Préfecture des Bouches-du-Rhône, Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 — Téléphone : 04.84.35.40.00
Télécopie : 04.84.35.48.55 - Site Internet www.bouches-du-rhone.gouv.fr

VU le courrier de l'EPAEM en date du 17 octobre 2016, sollicitant l'annulation de l'enquête publique prescrite par l'arrêté du 20 septembre 2016 susvisé, au motif que les formalités de publicité de l'enquête, telles qu'exigées à l'article R123-11-III du code de l'environnement, n'ont pas été réalisées

VU l'arrêté du 31 octobre 2016 portant annulation de l'ouverture de l'enquête publique prescrite par arrêté du 20 septembre 2016,

Considérant qu'en vertu des textes susvisés, il y a lieu de soumettre la demande de l'EPAEM à une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du code de l'environnement, l'enquête devant porter sur l'intérêt général de l'opération et la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône

ARRETE

Article 1 - OBJET, DATE D'OUVERTURE et DUREE DE L'ENQUETE

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Marseille, à une enquête publique sur la demande de établissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM) de déclaration d'un projet, d'une superficie d'environ 12.300 m2 et situé dans le périmètre Euroméditerranée et dans la zone d'aménagement concerté "Cité de la Méditerranée", le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc, consistant en la création de logements, commerces, centre social, groupe scolaire, et une "université régionale des métiers", et nécessitant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Marseille.

L'enquête publique sera ouverte pendant une durée de trente deux (32) jours consécutifs, du mardi 17 janvier 2017 au vendredi 17 février 2017 inclus, en mairie de Marseille.

Article 2 - LIEUX, JOURS et HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE

Afin que chacun puisse en prendre connaissance - pendant les jours ouvrables et durant les horaires habituels d'ouverture des bureaux - les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles - ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur - seront déposés, du mardi 17 janvier 2017 au vendredi 17 février 2017 inclus, en mairie de Marseille, Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier - 13233 Marseille Cedex 20, désignée siège de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête tenu à leur disposition au siège de l'enquête. Les observations, propositions et contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur au siège de l'enquête. Elles sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article 3 - NOMS et QUALITES et PERMANENCES des COMMISSAIRES ENQUETEURS

- M. Serge COEN, Docteur physique chimie, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour conduire l'enquête.

- Mme Katheryne CICCONARDI, expert aménagement territoire et immobilier, est désignée en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Elle remplacera le titulaire en cas d'empêchement, et exercera alors sa mission jusqu'au terme de la procédure.

Le commissaire enquêteur recevra en personne les observations écrites et orales du public :

- mardi 17 janvier 2017 de 9h à 12h
- mercredi 25 janvier 2017 de 13h30 à 16h30
- lundi 30 janvier 2017 de 9h à 12h
- jeudi 9 février 2017 de 13h30 à 16h30
- vendredi 17 février 2017 de 13h30 à 16h30

Article 4 - PUBLICITE DE L'ENQUETE

Un avis contenant les principales dispositions du présent arrêté sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, par les soins du maire concerné, dans la commune désignée à l'article 1, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de l'opération. Ces affiches seront visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012.

Cet avis d'enquête sera en outre, par les soins du Préfet, publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 5: CLÔTURE DU REGISTRE D'ENQUÊTE

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le pétitionnaire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

A l'issue de cette procédure, le commissaire enquêteur enverra au Préfet le dossier déposé au siège de l'enquête accompagné du registre et pièces annexées avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport sera établi par le commissaire enquêteur dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête conformément aux dispositions de l'article R123-19 du code de l'environnement. Il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

ARTICLE 6: CONSULTATION des RAPPORT et CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera :

- adressée par le Préfet au maître d'ouvrage.
- adressée par le Préfet à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête
- tenue à la disposition du public pendant un an à la Préfecture du département des Bouches-du-Rhône
- publiée sur le site Internet de la Préfecture des Bouches du Rhône.

ARTICLE 7: DÉCISION PRISE À L'ISSUE DE L'ENQUÊTE

A l'issue de l'enquête, l'EPAEM est l'autorité compétente pour se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du document d'urbanisme qui nécessite une mise en compatibilité.

ARTICLE 8: PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET

Franck GEILING / EPAEM - Direction de l'Architecture, de l'urbanisme et du développement durable (L'Astrolabe, 79 Bd de Dunkerque 13002 Marseille).

ARTICLE 9: EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Maire de la commune de Marseille, le directeur de l'EPAEM, le commissaire enquêteur et son suppléant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au président du Tribunal Administratif de Marseille et au directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le **22 NOV. 2016**

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Maxime AHRWEILLER

Copies des pages renseignées du registre

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE de Bouches-du-Rhône

COMMUNE de MARSEILLE

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à _____

UNE DEMANDE DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC *D'AMENAGEMENT EUROMEDITERRANEE DE DECLARATION D'UN PROJET D'UNE SUPERFICIE D'ENVIRON 12 300 M² SITUE DANS LE PERIMETRE EUROMEDITERRANEE ET DANS LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ «CITE DE LA MEDITERRANEE», LE LONG DE LA RUE D'ANTHOINE, DANS LE QUARTIER D'ARENC, CONSISTANT EN LA CREATION DE LOGEMENTS, COMMERCE, CENTRE SOCIAL, GROUPE SCOLAIRE, ET UNE «UNIVERSITE REGIONALE DES METIERS» ET NECESSITANT LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MARSEILLE.

Les informations recueillies dans ce registre sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement informatique et d'être publiées sur le site Internet de la Préfecture dans le cadre de la procédure d'enquête publique requise en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

ENQUÊTE RELATIVE

A



UNE DEMANDE DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT EUROMEDITERRANEE DE DECLARATION D'UN PROJET D'UNE SUPERFICIE D'ENVIRON 12 300 M² SITUE DANS LE PERIMETRE EUROMEDITERRANEE ET DANS LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ «CITE DE LA MEDITERRANEE», LE LONG DE LA RUE D'ANTHOINE, DANS LE QUARTIER D'ARENC, CONSISTANT EN LA CREATION DE LOGEMENTS, COMMERCE, CENTRE SOCIAL, GROUPE SCOLAIRE, ET UNE «UNIVERSITE REGIONALE DES METIERS» ET NECESSITANT LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MARSEILLE.

En exécution de l'arrêté du 22 NOV. 2016

de Monsieur le Préfet,

de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur et du département

des Bouches-du-Rhône, je, soussignée

Mme Laure-Agnès CARADEC, Adjointe au maire
de Marseille

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 8 feuillets, pour recevoir
durant un mois pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, les obser-
vations du public.

L'Adjointe au Maire

Laure-Agnès CARADEC

A Marseille, le 17 janvier 2017

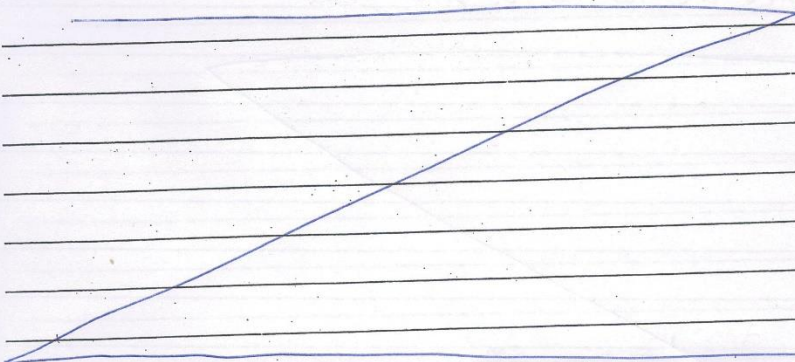
Première journée:

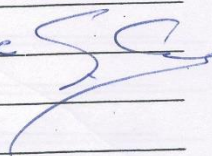
Le Mardi 17 janvier 17 de 9h heures à 12h heures

1^{re} Observations de M.

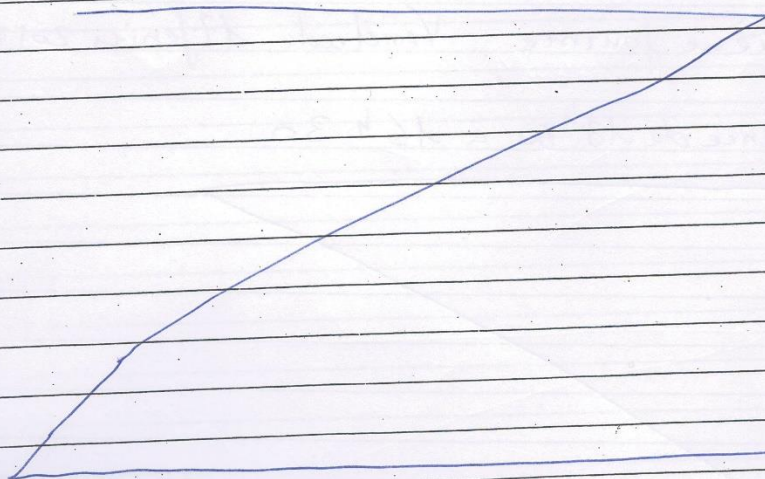
12h : Aucune visite ni observation du Public
SC

Deuxième journée - Mercredi 25 janvier 2017
Permanence de 13^h30 à 16^h30




16^h30 : Aucune visite ni observation du public 

Troisième journée - Lundi 30 janvier 2017
Permanence de 9^h à 12^h

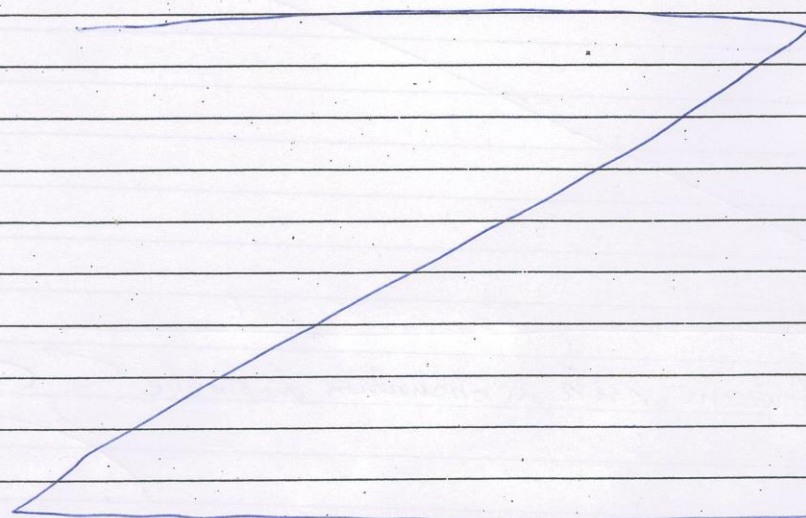


12 h : Aucune visite ni observation du public

SC 

Quatrième journée Jeudi 9 février 2017

Permanence de 13^h30 à 16^h30

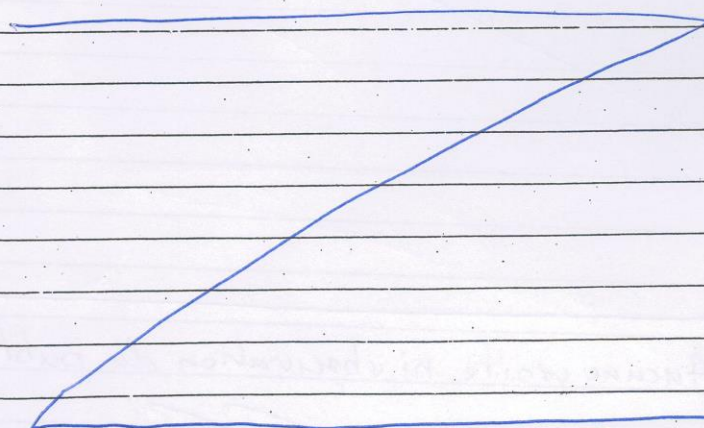


16^h30: Aucune visite ni observation du public

SC

Cinquième journée Vendredi 17 février 2017

Permanence de 13^h30 à 16^h30



16^h30: Aucune visite ni observation du public

SC

SC